

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans l'article 30, § 1er de l'arrêté royal du 9 avril 1965 relatif au Pool des marins de la marine marchande, les mots : « Les marins indemnisés peuvent, tout en conservant le bénéfice de leurs indemnités d'attente, être autorisés », sont remplacés par les mots : « Les marins indemnisés peuvent, tout en conservant le bénéfice des indemnités d'attente, qui ne peuvent toutefois être plus élevées que les indemnités d'attente fixées pour la catégorie B, visée à l'article 32, § 1er, 2°, être autorisés ».

Art. 2. Dans l'article 32, § 1er, 2°, du même arrêté, les mots « cinquante » et « trois » sont respectivement remplacés par les mots « cent » et « six ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 27 décembre 1984.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

F. 85 — 68

29 DECEMBRE 1984. — Arrêté royal insérant une section *Ibis* — Droit aux allocations de chômage des chômeurs âgés — et une section *Iter* — Droit aux allocations de chômage des chômeurs ayant une aptitude au travail réduite — dans le titre III, chapitre I, de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

À tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier et 10 octobre 1967, l'arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978 et la loi du 24 décembre 1979;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, notamment le titre III, chapitre I;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944;

Loi du 14 juillet 1951, *Moniteur belge* du 16 décembre 1951;

Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961;

Loi du 16 avril 1963, *Moniteur belge* du 23 avril 1963;

Loi du 11 janvier 1967, *Moniteur belge* du 14 janvier 1967;

Loi du 10 octobre 1967, *Moniteur belge* du 31 octobre 1967;

Arrêté royal n° 13, du 11 octobre 1978, *Moniteur belge* du 31 octobre 1978;

Loi du 24 décembre 1979, *Moniteur belge* du 28 décembre 1979;

Arrêté royal du 20 décembre 1963, *Moniteur belge* du 18 janvier 1964;

Arrêté royal du 11 septembre 1964, *Moniteur belge* du 16 septembre 1964;

Arrêté royal du 27 juin 1973, *Moniteur belge* du 30 juin 1973;

Arrêté royal du 29 janvier 1974, *Moniteur belge* du 27 mars 1974;

Arrêté royal du 20 décembre 1974, *Moniteur belge* du 9 janvier 1975.

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 30, § 1 van het koninklijk besluit van 9 april 1965 betreffende de Pool van de zeelieden ter koopvaardij, worden de woorden « Uitkeringsgerechtigde zeelieden kunnen met behoud van hun wachtgeld toelating bekomen », vervangen door de woorden : « Uitkeringsgerechtigde zeelieden kunnen met behoud van wachtgeld, dat echter niet hoger mag liggen dan het wachtgeld bepaald voor de in artikel 32, § 1, 2° bedoelde categorie B, toelating bekomen ».

Art. 2. In artikel 32, § 1, 2° van hetzelfde besluit worden de woorden « vijftig » en « drie » respectievelijk vervangen door de woorden « honderd » en « zes ».

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 27 december 1984.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

N. 85 — 68

29 DECEMBER 1984. — Koninklijk besluit tot invoeging van een afdeling *Ibis* — Recht op werkloosheidsuitkeringen van bejaarde werknemers — en van een afdeling *Iter* — Recht op werkloosheidsuitkeringen van werklozen met een verminderde arbeidsgechiktheid — in titel III, hoofdstuk I, van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari en 10 oktober 1967, het koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978 en de wet van 24 december 1979;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, inzonderheid op titel III, hoofdstuk I;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944;

Wet van 14 juli 1951, *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1951;

Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961;

Wet van 16 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 23 april 1963;

Wet van 11 januari 1967, *Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1967;

Wet van 10 oktober 1967, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1967;

Koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1978;

Wet van 24 december 1979, *Belgisch Staatsblad* van 28 december 1979;

Koninklijk besluit van 20 december 1963, *Belgisch Staatsblad* van 18 januari 1964;

Koninklijk besluit van 11 september 1964, *Belgisch Staatsblad* van 16 september 1964;

Koninklijk besluit van 27 juni 1973, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1973;

Koninklijk besluit van 29 januari 1974, *Belgisch Staatsblad* van 27 maart 1974;

Koninklijk besluit van 20 december 1974, *Belgisch Staatsblad* van 9 januari 1975.

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'emploi;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 7 décembre 1984;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose de prendre sans retard des mesures supprimant la faculté d'exclure du bénéfice des allocations de chômage pour cause de chômage de durée ou de fréquence anormales, des chômeurs âgés dont les possibilités de reclassement sont réduites;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans le titre III, chapitre I, de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, il est inséré une section *IIbis*, comprenant les articles 153*bis* et 154, et dont l'intitulé est rédigé comme suit :

« Section *IIbis*. Droit aux allocations de chômage des chômeurs âgés ».

Art. 2. Dans le titre III, chapitre I, section *IIbis* du même arrêté, l'article 153*bis*, modifié par les arrêtés royaux des 27 juin 1973 et 29 janvier et 20 décembre 1974, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 153*bis*. Les articles 128, § 1er, alinéa 1er, 4^o, 131, 132, 133, 134, alinéa 2, 3^o, 143 et 153, §§ 1er à 3*bis*, ne sont pas applicables au chômeur qui :

1^o introduit au bureau régional une demande valable de dispense d'application de ces articles;

2^o a bénéficié d'allocations de chômage pendant au moins 624 jours au cours des 48 mois qui précèdent sa demande, dans un régime de chômage complet prévoyant des allocations pour tous les jours de la semaine;

3^o au jour indiqué sur le document qui constitue la demande, a au moins atteint l'âge de 55 ans.

En outre, les dispositions applicables aux travailleurs visés à l'arrêté royal du 1er février 1984 relatif au droit aux allocations de chômage des travailleurs âgés licenciés, en matière d'exercice d'activités non rémunérées, sont également applicables aux travailleurs visés à la présente section.

Le Comité de gestion détermine, avec l'approbation du Ministre, le document qui constitue la demande ainsi que la teneur et le modèle de ce document. »

Art. 3. Dans le titre III, chapitre I, section *IIbis* du même arrêté, l'article 154, abrogé par l'arrêté royal du 27 juin 1973, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 154. Le chômeur visé à l'article 153*bis* peut à nouveau obtenir le bénéfice de la présente section lorsqu'il redevient chômeur, après avoir repris le travail de sa propre initiative. »

Art. 4. Dans le titre III, chapitre I, du même arrêté, il est inséré une section *IIter* comprenant les articles 155 et 155*bis* et dont l'intitulé est rédigé comme suit :

« Section *IIter*. Droit aux allocations de chômage des chômeurs ayant une aptitude au travail réduite. »

Art. 5. Dans le titre III, chapitre I, section *IIter* du même arrêté, l'article 155, abrégé par l'arrêté royal du 11 septembre 1964, royal du 11 septembre 1964, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 155. Les articles 128, § 1er, alinéa 1er, 4^o, 131, 132, 133, 134, alinéa 2, 3^o, 143 et 153, §§ 1er à 3*bis*, ne sont pas applicables au chômeur qui :

1^o introduit au bureau régional une demande valable de dispense d'application de ces articles;

2^o a bénéficié d'allocations de chômage pendant au moins 624 jours au cours des 48 mois qui précèdent sa demande, dans un régime de chômage complet prévoyant des allocations pour tous les jours de la semaine;

3^o au jour indiqué sur le document qui constitue la demande, peut justifier d'une aptitude au travail réduite permanente;

4^o au jour indiqué sur le document qui constitue la demande, a au moins atteint l'âge de 50 ans.

En outre, les dispositions applicables aux travailleurs visés à l'arrêté royal du 1er février 1984 relatif au droit aux allocations de chômage des travailleurs âgés licenciés, en matière d'exercice d'activités non rémunérées, sont également applicables aux travailleurs visés à la présente section.

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 7 december 1984;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het nodig is onverwijld maatregelen te treffen die de mogelijkheid opheffen moeilijk te plaatsen bejaard werklozen van het recht op werkloosheidsuitkeringen uit te sluiten wegens abnormale duur of herhaling van de werkloosheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In titel III, hoofdstuk I, van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, wordt een afdeling *IIbis* ingevoegd, omvattende de artikelen 153*bis* en 154, en waarvan het opschrift luidt als volgt :

« Afdeling *IIbis*. Recht op werkloosheidsuitkeringen van oudere werklozen ».

Art. 2. In titel III, hoofdstuk I, afdeling *IIbis* van hetzelfde besluit, wordt artikel 153*bis*, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 juni 1973 en 29 januari en 20 december 1974, vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 153*bis*. De artikelen 128, § 1, eerste lid, 4^o, 131, 132, 133, 134, tweede lid, 3^o, 143 en 153, §§ 1 tot 3*bis*, zijn niet van toepassing op de werkloze die :

1^o een geldige aanvraag tot vrijstelling van de toepassing van die artikelen indient bij het gewestelijk bureau;

2^o in de loop van de 48 maanden vóór zijn aanvraag gedurende tenminste 624 dagen werkloosheidsuitkeringen heeft genoten in een regime van volledige werkloosheid met uitkeringen voor alle dagen van de week;

3^o op de dag aangeduid op het document dat als aanvraag geldt, de leeftijd van tenminste 55 jaar heeft bereikt.

Bovendien zijn de bepalingen die inzake de uitoefening van activiteiten zonder loon van toepassing zijn op de werknemers bedoeld in het koninklijk besluit van 1 februari 1984 betreffende het recht op werkloosheidsuitkeringen van bejaarde werknemers, eveneens van toepassing op de werknemers bedoeld in deze afdeling.

Het beheerscomité bepaalt, onder goedkeuring van de Minister, welk document als aanvraag geldt, alsmede de inhoud en het model van dit document. »

Art. 3. In titel III, hoofdstuk I, afdeling *IIbis* van hetzelfde besluit, wordt artikel 154, opgeheven door het koninklijk besluit van 27 juni 1973, opnieuw opgenomen in de volgende lezing

« Artikel 154. De werkloze bedoeld in artikel 153*bis* die, na op eigen initiatief het werk hervat te hebben, opnieuw werkloos wordt, kan opnieuw van de bepalingen van deze afdeling genieten. »

Art. 4. In titel III, hoofdstuk I, van hetzelfde besluit, wordt een afdeling *IIter* ingevoegd, omvattende de artikelen 155 et 155*bis* en waarvan het opschrift luidt als volgt :

« Afdeling *IIter*. Recht op werkloosheidsuitkeringen van werklozen met een verminderde arbeidsgeschiktheid. »

Art. 5. In titel III, hoofdstuk I, afdeling *IIter* van hetzelfde besluit, wordt artikel 155, opgeheven door het koninklijk besluit van 11 september 1964, opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Artikel 155. De artikelen 128, § 1, eerste lid, 4^o, 131, 132, 133, 134, tweede lid, 3^o, 143 en 153, §§ 1 tot 3*bis*, zijn niet van toepassing op de werkloze die :

1^o een geldige aanvraag tot vrijstelling van de toepassing van die artikelen indient bij het gewestelijk bureau;

2^o in de loop van de 48 maanden vóór zijn aanvraag gedurende tenminste 624 dagen werkloosheidsuitkeringen heeft genoten in een regime van volledige werkloosheid met uitkeringen voor alle dagen van de week;

3^o op de dag aangeduid op het document dat als aanvraag geldt een blijvende verminderde arbeidsgeschiktheid kan bewijzen;

4^o op de dag aangeduid op het document dat als aanvraag geldt, tenminste de leeftijd van 50 jaar heeft bereikt.

Bovendien zijn de bepalingen die inzake de uitoefening van activiteiten zonder loon van toepassing zijn op de werknemers bedoeld in het koninklijk besluit van 1 februari 1984 betreffende het recht op werkloosheidsuitkeringen van bejaarde werknemers, eveneens van toepassing op de werknemers bedoeld in deze afdeling.

Le Comité de gestion détermine, avec l'approbation du Ministre, le document qui constitue la demande ainsi que la teneur et le modèle de ce document. ».

Art. 6. Dans le titre III, chapitre I, section II^{ter} du même arrêté, un article 155^{bis} est inséré, rédigé comme suit :

« Article 155^{bis}. Le chômeur visé à l'article 155 peut à nouveau obtenir le bénéfice de la présente section lorsqu'il redevient chômeur, après avoir repris le travail de sa propre initiative. ».

Art. 7. Le titre III, chapitre I, section III — « Taux des allocations de chômage » — du même arrêté, comprend dorénavant les articles 156 à 160.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1985.

Art. 9. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 29 décembre 1984.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

M. HANSENNE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE LA FAMILLE

F. 85 — 69

8 JANVIER 1985. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 février 1980 assimilant les laboratoires de biologie clinique à l'appareillage médical lourd

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux, modifiée par les lois des 6 juillet 1973, 5 janvier 1976, 27 juin 1978, 8 août 1980, 10 février 1981, et l'arrêté royal n° 60 du 22 juillet 1982, notamment l'article 6^{bis};

Vu l'arrêté royal du 4 février 1980 assimilant les laboratoires de biologie clinique à l'appareillage médical lourd, modifié par les arrêtés royaux des 9 juillet 1980, 23 décembre 1980, 23 juin 1981, 11 décembre 1981, 28 juin 1982, 18 mars 1983 et 13 janvier 1984;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose d'urgence de proroger le blocage du nombre de laboratoires de biologie clinique en attendant que toutes les mesures d'assainissement nécessaires soient prises et exécutées;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. La durée de validité de l'arrêté royal du 4 février 1980 assimilant les laboratoires de biologie clinique à l'appareillage médical lourd, modifié par les arrêtés royaux des 9 juillet 1980, 23 décembre 1980, 23 juin 1981, 11 décembre 1981, 28 juin 1982, 18 mars 1983 et 13 janvier 1984 est prolongée jusqu'au 31 décembre 1985.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1985.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'application du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 janvier 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Het beheerscomité bepaalt, onder goedkeuring van de Minister, welk document als aanvraag geldt, alsmede de inhoud en het model van dit document. ».

Art. 6. In titel III, hoofdstuk I, afdeling II^{ter} van hetzelfde besluit, wordt een artikel 155^{bis} ingevoegd luidend als volgt :

« Artikel 155^{bis}. De werkloze bedoeld in artikel 155 die, na op eigen initiatief het werk hervat te hebben, opnieuw werkloos wordt, kan opnieuw van de bepalingen van deze afdeling genieten. ».

Art. 7. Titel III, hoofdstuk I, afdeling III — « Bedrag van de werkloosheidsuitkeringen » — van hetzelfde besluit, omvat voortaan de artikelen 156 tot 160.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1985.

Art. 9. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 29 december 1984.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN VAN HET GEZIN

N. 85 — 69

8 JANUARI 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 februari 1980 houdende gelijkstelling van de laboratoria voor klinische biologie met zware medische apparatuur

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1973, 5 januari 1976, 27 juni 1978, 8 augustus 1980, 10 februari 1981, en het koninklijk besluit nr. 60 van 22 juli 1982, inzonderheid op artikel 6^{bis};

Gelet op het koninklijk besluit van 4 februari 1980 houdende gelijkstelling van de laboratoria voor klinische biologie met zware medische apparatuur, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 juli 1980, 23 december 1980, 23 juni 1981, 11 december 1981, 28 juni 1982, 18 maart 1983 en 13 januari 1984;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat een verlenging van de blokkering van het aantal laboratoria voor klinische biologie dringend geboden is in afwachting dat alle noodzakelijke saneringsmaatregelen worden getroffen en uitgevoerd;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De geldigheidsduur van het koninklijk besluit van 4 februari 1980 houdende gelijkstelling van de laboratoria voor klinische biologie met zware medische apparatuur, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 juli 1980, 23 december 1980, 23 juni 1981, 11 december 1981, 28 juni 1982, 18 maart 1983 en 13 januari 1984 wordt verlengd tot 31 december 1985.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1985.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 januari 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE